



Lille, le 6 janvier 2012

Mesdames, Messieurs les élus parlementaires,

Nous vous interpellons sur la situation de l'emploi à la Direction Régionale des Finances Publiques du Nord. Depuis une dizaine d'années, c'est près d'un millier d'emplois qui a disparu au sein de notre département. En 2012, ce seront encore 95 emplois qui disparaîtront dans le Nord (soit l'équivalent d'un hôtel des finances comme Lomme ou Cambrai).

Ces suppressions d'emplois ont un coût social et économique négatif. Elles sont autant de jeunes et de chômeurs non embauchés, elles entraînent également une réduction de la place et de la présence du service public, au détriment des usagers et des économies locales.

Ces suppressions d'emplois ont également une traduction concrète particulièrement néfaste : alors que la charge de travail augmente et que les contribuables sont toujours plus nombreux à l'accueil (où les délais d'attente augmentent), la qualité du service public souffre et les conditions d'exercice des missions et de travail des agents se dégradent. Pour des missions de qualité, il faut redonner plus de moyens matériels, budgétaires et humains aux services.

Pour nous, agents des finances publiques, c'est devenu insupportable.

- Nous récusons les accusations qui nous rendent responsables de l'accroissement de la dette publique car c'est un mensonge : nos emplois de fonctionnaires sont économiquement et socialement utiles. En effet, la lutte contre la fraude fiscale (plus de 45 milliards d'euros) demande des effectifs conséquents qui sont actuellement notoirement insuffisants.
- Nous refusons le énième plan de suppressions d'emplois car il met en péril l'exercice de nos missions de service public.
- Nous refusons de payer la crise quand, par nos métiers et notre connaissance du tissu économique, social et fiscal, nous savons bien qu'une meilleure répartition des richesses est possible, souhaitable et nécessaire.

A l'approche des échéances électorales, la place de l'emploi public et des missions qui s'y rattachent s'inscrit plus que jamais dans le débat politique sur le choix de société que nous voulons.

Nous vous demandons de prendre part à ce débat et de défendre les valeurs que nous partageons.

Nous vous prions, Mesdames, Messieurs, de croire en notre détermination pour que le service public soit reconnu et valorisé.

Recevez l'expression de nos sentiments les plus sincères.

Les secrétaires départementaux des organisations signataires